

# Prospérité et relations avec le IIIe Reich, une vérité capitale

OPINION



CHRISTOPHE FARQUET  
HISTORIEN

Le maintien de l'indépendance de la Confédération pendant la Seconde Guerre mondiale tient bien plus aux stratégies militaires de l'Allemagne qu'aux achats d'or de la Banque nationale (LT du 01.04.2025). Mais, grâce à ses relations économiques avec le IIIe Reich, la Suisse s'est-elle immensément enrichie entre 1939 et 1945? C'est ce que beaucoup persistent à penser, au point d'aller jusqu'à croire que la prospérité à long terme du pays aurait découlé directement de ses rapports financiers avec les nazis. Or cette thèse doit, elle aussi, être rangée dans la catégorie des mythes éculés.

Il convient d'une part de rappeler que les achats d'or de la Banque nationale suisse n'étaient pas motivés prioritairement par les bénéfices engendrés par ces opérations. En sa qualité d'institution d'émission monétaire, l'établissement a surtout cherché à accroître ses réserves d'or à l'intérieur de la Suisse par le truchement de ses affaires avec la Reichsbank. Les profits qui ont résulté de certaines opérations pendant la guerre n'étaient que résiduels. Quant à évaluer si cette accumulation a nourri la croissance économique suisse à plus long terme, tout indique que cet impact a été simplement nul. En effet, compte tenu de l'augmentation bien plus substantielle en simultané des réserves d'or détenues aux États-Unis, qui redeviennent disponibles après la guerre, la Banque nationale n'avait pas fondamentalement besoin de ce métal volé, cause de surcroît de maintes critiques internationales.

Que penser d'autre part des retombées financières du crédit de

clearing accordé par la Confédération à l'Allemagne nazie pour ses achats d'armes en Suisse? La réponse est encore plus tranchée que pour l'or. Octroyé sous la pression du Reich, ce crédit sans intérêt était vu par les autorités fédérales tout sauf comme une bonne affaire, mais il était perçu comme une solution momentanée pour poursuivre le commerce avec son puissant voisin, dans un rapport de force très défavorable. De fait, il a occasionné une perte, puisque la Suisse n'a finalement récupéré qu'un peu plus de la moitié du capital lors des négociations d'après-guerre.

Le milliard de clearing aura tout de même profité à un secteur de l'économie suisse: l'industrie de

l'armement, qui, grâce à cette facilité financière de la Confédération et à la corruption systématique des autorités nazies, aura pu écouler en Allemagne sa production à des prix surfaits. Mais, là aussi, il faudrait se garder de dépeindre une économie suisse toute vouée à ces affaires douteuses, jouissant dans son intégralité des fruits de ces opérations. Leurs bénéficiaires se sont avérés, en réalité, très peu nombreux. La moitié des exportations d'armes durant la guerre ont été assurées par une seule entreprise d'à peine 3000 salariés, Oerlikon-Bührle, dont le propriétaire éponyme d'origine allemande devient, en raison précisément de ce commerce, l'homme le plus fortuné

de Suisse. En ce qui concerne les autres secteurs industriels, s'ils n'ont pas rechigné à s'orienter vers les marchés de l'Axe à partir de l'été 1940, le résultat est bien plus mitigé au sein d'une conjoncture économique peu florissante durant le conflit.

Qu'en est-il enfin des banques commerciales? La place financière a-t-elle connu un âge d'or en sa qualité de centre bancaire pour le IIIe Reich? Rien n'est plus faux. Même si les opérations sur devises avec l'Allemagne nazie ont ouvert quelques opportunités juteuses de profits, ce que les établissements bancaires ne se sont bien entendu pas non plus empêchés d'exploiter, les grandes banques ont plutôt eu

tendance entre 1939 et 1945 à se replier sur le marché intérieur suisse en investissant dans la dette publique helvétique. Car, contrairement aux affaires risquées avec les belligérants, dans un contexte peu favorable de contrôle étatique sur les transactions financières, les obligations confédérales ont offert une source sûre et stable de revenu.

Dans l'attente de jours plus avantageux, la Seconde Guerre mondiale aura donc marqué une période de stagnation bancaire en Suisse, ce qu'atteste l'évolution des bilans des principaux établissements. Et si la guerre a préparé la croissance future des affaires, c'est essentiellement par la préservation, à contre-courant des pays belligérants, des avantages comparatifs qui avaient déjà fait le succès du centre offshore helvétique après la Première Guerre mondiale: neutralité, stabilité politique, secret bancaire et franc fort.

**C'est bien la non-belligérance de la Confédération qui a été la cause première de la prospérité à long terme de la Suisse**

Car c'est bien la non-belligérance de la Confédération qui a été la cause première de la prospérité à long terme de la Suisse, et non les affaires peu respectables nouées pendant la guerre. Autrement dit, si elle avait pu sauvegarder son indépendance en restreignant ses rapports financiers avec l'Allemagne nazie – et elle était en mesure de le faire –, sa richesse n'en aurait pas été foncièrement affectée. Telle est l'autre vérité, incontestable, au sujet de notre pays durant la Seconde Guerre mondiale. ■



Un kiosquier a rassemblé les unes des moments les plus marquants de la guerre. (RDB/ULLSTEIN BILD VIA GETTY IMAGES)